

Proche Orient: éloge de l'humilité

PAR GHASSAN SALAME *

Les causes peuvent parfois être exaltantes, les compromis sont souvent d'une affligeante banalité. Israéliens et Palestiniens ont fait bien plus que de commencer à s'entendre: ils apprennent à être modestes. C'est qu'à l'heure où la mappemonde se remplit de tâches de sang de la Bosnie jusqu'au Tadjikistan, le Proche-Orient est amené à faire preuve d'humilité, à ne plus se draper de ses magnifiques habits rituels, ceux des prophètes, des patriarches et des Sanhédrins. La Palestine n'est plus la seule terre promise, mais aussi le Kosovo, le Haut-Karabakh ou la Transylvanie; les juifs ne sont plus seuls à exhiber leur fonction autoproclamée de «peuple élu» tant le nationalisme délirant de ces temps leur crée des rivaux; les musulmans, du cœur de leurs plaies ouvertes, ne peuvent plus faire croire à personne, et sans doute même pas à eux-mêmes, qu'ils constituent, comme leur prophète leur avait dit, «la meilleure des nations que les hommes ont pu avoir», les Palestiniens ne peuvent plus déceimment se présenter comme la victime exclusive des injustices de ce monde. La paix au Proche-Orient devait nécessairement passer par sa banalisation. Finie l'ère des consciences déchirées, des poètes exaltés, des historiens du rêve, des utopistes adulés, des pionniers donnés en exemple, des prix Nobel de la paix et de la littérature. Voici venu le temps des négociateurs anonymes, des politiciens calculateurs, des géographes sans panache, des économistes du court terme. Les guérilleros se muent en policiers et les kibboutzniks en marchands. On ne pouvait sortir le Levant de son cercle vicieux sans le désacraliser. Applaudissons tous cette mutation.

J'apprenais la nouvelle de l'accord d'Oslo alors que j'arpentais les villages du Choufn, une montagne libanaise où les miliciens druzes avaient il y a quelque dix été opéré un beau nettoyage ethnique, envoyant des dizaines de milliers de chrétiens sur les routes de l'exil intérieur et de la désolation. Aujourd'hui, à Richmaya, les chrétiens reviennent reconstruire leurs maisons délabrées. Ailleurs, à Kfarqatra, les voisins druzes ont rendu à leurs propriétaires des maisons propres, repeintes, où ils avaient pris la peine de réparer le vieux réfrigérateur et d'arroser les glaïeux devant la porte, indiquant une nette volonté de rentrer en convivialité avec un autre perçu hier encore comme un ennemi ancestral. Et je me suis demandé si la vie en commun ici autant que l'entente d'Oslo ne présageaient pas d'un nouveau rôle pour le Levant: générer les haines bibliques entre les factions, et savoir, par la suite, les dépasser au nom du besoin de l'autre et des risques d'un tribalisme à fondation incestueuse. La routine de l'exogénéité l'emportant finalement sur la mythification de l'endogamie, le voisin revu comme un complément, mieux comme un salut, plutôt qu'une menace: on remélange les sangs après les avoir séparés, on réévalue le métissage, ou du moins le bon voisinage, après les avoir péremptoirement condamnés. Le Levant, maître séculaire en ostracisme, serait-il donc en train d'apprendre aux peuples du monde, aux Croates, Serbes, Arméniens et autres Soudanais que l'exclusion n'est qu'un moment de folie, une parenthèse d'adulation de soi au goût amer d'un lendemain de fête païenne?

Le lendemain, j'interrogeais les Palestiniens de la délégation officielle sur Oslo. Ils ne cachaient rien car ils savaient peu. L'accord a bien été le fruit d'une diplomatie «douce» disent les euphémistes, «parallèle» selon les experts, «secrète» surenchérissement les kissingériens. Ce qui s'est passé est relativement simple: l'architecture de Madrid était bonne pour amorcer un

processus, non pour le fertiliser, des deux côtés, l'impatience montait et la tentation était grande de doubler la négociation formelle sans pour autant la détruire. On s'y est employé, sous les regards incrédules du parrain américain. En visite, début août dans la région, Warren Christopher ne souffle mot de l'accord en gestation, ni à Assad, ni à Hussein, ni aux Libanais, non pas tant par souci de protéger l'accord, mais parce qu'il n'y croyait pas encore. Lui, l'avocat légaliste, ne voulait croire qu'en la négociation formelle, des deux côtés d'une longue table rectangulaire, entourée de murs nus et ennuyeux, au cinquième étage du département d'Etat, un des immeubles les moins attrayants de Washington. Et puis, c'était Pères qui essayait sa énième tentative d'accord alors qu'à Washington, le soutien à la personne de Rabin est une véritable religion: ce que faisait l'un, le second pouvait le défaire et Washington était un partisan incondicional du Premier ministre. Enfin, la bande à Ross, qui avait imaginé Madrid ne voulait pas reconnaître l'évidence: la délégation palestinienne «construite» de toutes pièces pour la faire accepter par Shamir n'avait que la substance que l'OLP voulait bien y mettre. Longtemps à Washington, on a imaginé, contre toute lo-

gique, que Husseini, Ashrawi ou Erciqat pouvaient ne plus être les envoyés de facto de l'OLP pour en devenir les héritiers de jure. Beau rêve de diplomates qui se prennent à penser que les politiques, même en keffieh, sont, après tout, inutiles.

Oslo a mis fin à ces élucubrations. On savait depuis un moment que sans les Palestiniens, il n'y avait pas de solution. On y a reconnu que sans l'OLP, il n'y avait guère de Palestiniens et que sans Arafat il n'y avait pas d'OLP. Cette logique de réduction au profit du sexagénaire de Tunis, tous les observateurs avertis l'avaient opérée depuis belle lurette. Les Israéliens tardaient à en faire autant et il faudra longtemps reprocher aux Américains de ne l'avoir pas vu, et encore moins suggéré aux Israéliens. Ceux-ci y parviendront par leurs propres moyens, au bout de dix-huit mois de rencontres aussi polies qu'infuctueuses à Foggy Bottom. Contrairement aux engagements de Madrid, le parrain américain n'aura guère joué, sur ce point capital, son rôle de *driving force* et on avait même l'impression que les Etats-Unis étaient encore moins disposés qu'Israël à reconnaître l'OLP. Quelques jours avant Oslo, des chercheurs du Jaffee Center, en Israël, reprochaient vertement à l'administration Clinton sa trop grande complaisance à l'égard de leur propre pays, une façon comme une autre de dire à Washington qu'une amitié sans conditions pouvait nuire. Reconnaissons cependant que le parrain américain qui, pendant près de vingt ans, avait tout fait pour exclure Russes, Français, Scandinaves et autres onusiens des affaires du Levant, affaires qu'il voulait jalousement, exclusivement, maladivement siennes, a été prompt à reconnaître l'accord d'Oslo, tel un enfant né hors mariage que l'on s'empresse d'adopter le jour où il se révèle bien plus prometteur que les enfants légitimes.

L'accord, il faudra dorénavant le protéger contre ses victimes: tous ceux qui font du refus moins une religion qu'un fonds de commerce et ils sont nombreux,



Finie l'ère des consciences déchirées, des poètes exaltés, des historiens du rêve, des prix Nobel de la paix et de la littérature. Voici venu le temps des négociateurs anonymes, des politiciens calculateurs, des géographes sans panache, des économistes du court terme. Applaudissons tous cette mutation.

de tous les côtés. Pour cela, il faut d'abord de l'argent. C'est dans un Gaza misérable qu'Ararat rentrera bientôt et il est crucial qu'il n'arrive pas les mains vides dans ce bout de terre où s'entassent près d'un million de miséreux, où le taux réel de chômage dépasse les 60%. En Cisjordanie, les choses sont à peine plus supportables. Ceux qui ont si généreusement financé la toujours contestable croisade pour Koweït (une facture en centaine de milliards de dollars) doivent être fermement invités à financer la paix, finalement moins chère, et éthiquement bien plus honorable. Le plus beau des projets de paix peut se briser sur le rocher de la misère et du désespoir, et il en va encore plus pour cet accord qui offre bien peu aux Palestiniens tout en leur arrachant des pans entiers de leur rêve légitime, et qui, de surcroît, les introduit dans un purgatoire intérimaire de cinq ans où ils devront pouvoir continuer à penser à leur Etat sans pouvoir exiger trop bruyamment son avènement.

D'où l'intérêt crucial à préserver la nature évolutive de l'accord. La force de cet accord, autant que sa fragilité, vient précisément de sa nature intérimaire. Rien n'y est définitivement conclu, tout y reste possible. Tout, cela veut dire la paix et la coopération, autant que la guerre et les récriminations. Tout, cela veut dire la lettre de ce qui y est écrit, autant que les éventualités qu'il laisse présager, et qui sont plurielles. L'accord en acquiert une valeur pédagogique, en ce que les deux adversaires vont devoir apprendre à s'accepter, à se parler, à co-exister, à se quereller, à s'entendre avant de consommer un accord définitif. Ces fiançailles peuvent être utiles, surtout pour des Israéliens soucieux de dépasser leurs propres craintes, leurs obsessions profondes et d'oublier tous les mauvais rêves qu'ils se sont racontés à eux-mêmes pour se faire peur et rester la main sur la gâchette. Ce test quinquennal, des Israéliens peuvent donc vou-

loir le rendre définitif. Ce serait une erreur fatale, un rêve étouffé dans l'œuf et l'accord aujourd'hui acclamé se transformera en une nouvelle source de conflit. Puisqu'ils sont, et de loin, les plus forts, et puisqu'ils ne concèdent pas encore l'essentiel, les Israéliens doivent, au contraire, savoir entretenir l'espoir d'une autodétermination entière des Palestiniens, accepter à tout le moins que leur intégration dans la région ne saurait passer par une minorisation politique permanente des Palestiniens.

On protégera ensuite cet accord en le dupliquant sur les autres parties arabes concernées: Syriens, Jordaniens et Libanais doivent avoir, très vite, la possibilité de négocier une déclaration d'intention, et, pourquoi pas, un accord global avec Israël et développer ainsi un intérêt sérieux, sinon un soutien inconditionnel, pour l'accord qui aura été auparavant signé par les Palestiniens. Sur ces trois fronts, les considérations de bon sens paraissent plus utiles que les grandes déclarations de principe. Les résolutions des Nations unies (organisation qui, au vu de l'emprise américaine sur son Conseil de sécurité, ne devrait plus susciter d'urticaire en Israël) sont relativement claires et probablement incontournables: retrait total contre paix totale.

La protection de cet accord passe enfin par un deal avec les islamistes. Si les gars de Netanyahu se préparent, sans trop y croire, à faire capoter l'accord, du côté arabe, la menace vient, bien entendu, de la nébuleuse islamiste, qui rongé la crédibilité de tous les pouvoirs en place, y compris celui d'Ararat. Depuis Madrid, les Etats-Unis ont cru bien faire en protégeant le processus contre deux critiques bien vocaux: Saddam Hussein et le colonel de Tripoli. Tous les deux ont été handicapés par des sanctions très lourdes qui limitent grandement leur capacité de nuisance, et Washington est fier d'avoir pu éliminer ces prédateurs de l'équation levantine. Peut-être cela fut-il utile, mais les adversaires de ce genre d'accord se conjuguent en d'autres syntaxes, et principalement la religieuse. Et du Maroc au Pakistan, il ont, peu ou prou, déjà condamné «la trahison».

Leur condamnation n'est pourtant pas sans appel. Elle est plus principielle que politique, et cela est de bonne guerre. A lire la condamnation de l'accord par Hamas, on se prend à rêver de voir le Likoud utiliser des termes aussi mesurés. C'est que l'on pourrait sans doute obtenir la neutralité embarrassée des islamistes quant à l'accord si seulement on leur proposait en retour un début de reconnaissance politique. En Egypte, en Algérie ou ailleurs, l'ostracisme dont sont frappés les courants islamistes n'avait d'égal que celui qu'Israël appliquait contre l'OLP. Il paraît donc urgent que la reconnaissance de cette dernière par son adversaire, s'accompagne, dans chaque pays arabe, de la reconnaissance de la mouvance islamiste par les pouvoirs en place, prix à son acceptation du compromis sur le chapitre palestinien. La consécration de la binationalité sur la terre de Palestine ne peut qu'être renforcée par l'introduction du pluralisme politique dans les pays de la région, en termes pratiques, la légalisation des partis politiques, même ceux de coloration religieuse. Les deux processus devraient aller de pair, se renforcer mutuellement, et introduire de ce fait une ère nouvelle, celle des légitimités nationales et politiques fondées sur le pluralisme.

L'accord pourra être signé à Washington comme avant lui les accords de Camp David, mais il ne faut pas trop se fier à cette logique du lieu. En entamant le processus par une reconnaissance mutuelle, Israéliens et Palestiniens font triompher une vision de la paix bien plus européenne qu'américaine. Au cours des années passées, cette reconnaissance était inlassablement posée comme précondition par la France et quelques autres Européens (Scandinaves notamment) et constamment ignorée par la diplomatie américaine. Les Américains peuvent donc jouer aux grands prêtres de la paix, ils n'auront pas su suffisamment l'imaginer, ni y consacrer la vigueur toute martiale qui fut hier la leur pour faire échec à l'Irak au Koweït. Ils paraissent du coup moins habilités à continuer de gérer d'une main exclusive qui, on le voit, n'était guère une main de maître, un processus qu'ils imaginaient autrement. C'est pourquoi, à l'heure où une véritable percée est faite dans la carapace de ce conflit, il est important que les Européens ne se contentent guère du rôle du financier de la paix comme ils s'étaient hier résignés à un rôle de second, voire de troisième couteau, de la guerre du Golfe à la conférence de Madrid. A eux de contribuer au triomphe du droit, de l'équité, de l'égalité des peuples, du droit à la souveraineté pour les petits autant que pour les puissants. Ce sont là des thèmes qui paraissent secondaires outre-Atlantique, ils doivent être au cœur des préoccupations européennes.

* Directeur de recherche au CNRS (Ceri) et professeur à l'IEP.